

# AFPBTP DES LANDES MORCENX (40)

## MAITRE D'OUVRAGE

**AFPBTP des Landes**  
CFA Bâtiment 5 - rue du 19 Mars  
1962  
40 100 Morcenx

## Construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du Centre de Formation des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes

## ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE



**Agence de Bordeaux**  
27, avenue Ile de France  
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX  
Tél. : 05 56 67 21 40  
Fax : 05 56 67 27 03

## Règlement de consultation Procédure adaptée art. 26-II-2°, 27, 28 et 40-II du CMP

## *Marchés de Travaux*

*Date limite de dépôt des offres :*  
**Mardi 4 mai 2010 à 16H00**

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

### ***Maître de l'ouvrage***

AFPBTP des Landes  
CFA Bâtiment- 5 rue du 19 Mars 1962  
40 100 Morcenx

Représenté par son Président Monsieur LAPEYRE

### ***Objet du marché***

Construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du Centre de Formation  
des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes

### ***Pouvoir adjudicateur***

AFPBTP des Landes  
CFA Bâtiment 5 - rue du 19 Mars 1962  
40 100 Morcenx

### ***Représentant du pouvoir adjudicateur***

Monsieur LAPEYRE - Président

### ***Personnes habilitées à donner les renseignements***

Monsieur LANDRIEUX, Directeur de l'établissement

### ***Ordonnateur***

Monsieur LAPEYRE - Président

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE 01. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 02. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
02.01    DEFINITION DE LA PROCEDURE .....	4
02.02    LES INTERVENANTS.....	4
02.03    DECOMPOSITION EN PHASES ET EN LOTS.....	5
02.04    MODE DE DEVOLUTION .....	6
02.05    COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES .....	6
02.06    VARIANTES .....	6
02.07    OPTIONS .....	6
02.08    DELAI DE REALISATION .....	6
02.09    MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
02.10    DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	7
02.11    PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	7
02.12    DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE .....	7
02.13    GARANTIE PARTICULIERE POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU .....	7
02.14    SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER (SPS) .....	7
02.15    MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA PROPRETE EN SITE URBAIN .....	7
02.16    VISITE DU SITE .....	8
02.17    FINANCEMENTS ET PAIEMENTS.....	8
<b>ARTICLE 03. PRESENTATION DES OFFRES.....</b>	<b>8</b>
03.01    DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS :.....	8
03.02    DISPONIBILITE DU DOSSIER DE CONSULTATION : .....	8
03.03    COMPOSITION DE L'OFFRE A REMETTRE PAR LES CANDIDATS : .....	9
03.04    DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU, .....	11
03.05    DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE .....	11
03.06    VARIANTES .....	11
<b>ARTICLE 04. JUGEMENT DES CANDIDATURES.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 05. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 06. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b>15</b>
06.01    OFFRE « PAPIER » .....	15
06.02    DATE LIMITE DE DEPOT DE L'OFFRE .....	16
<b>ARTICLE 07. NOTIFICATION DES MARCHES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 08. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>18</b>
SELECTION DE REFERENCES PERTINENTES PAR RAPPORT AU PROJET .....	18
ATTESTATION DE VISITE DE SITE .....	20

## ARTICLE 01. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent appel d'offres concerne l'opération de construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du Centre de Formation des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes – MORCENX (40).

## ARTICLE 02. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 02.01 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon **une procédure adaptée**.

Elle est soumise aux dispositions des articles 26-II-2°, 27, 28 et 40-II du Code des Marchés Publics (CMP, décret n° 2006-975 du 01.08.2006 modifié par le décret n° 2008-1334 du 17.12.2008 et les décrets n° 2008-1355 et 2008-1356 du 19.12.2008) et du CCAG – FCS (version consolidée du 19.03.2009).

### 02.02 Les intervenants

#### 02.02-1. Assistance Maîtrise d'ouvrage :

L'assistance Maîtrise d'ouvrage est assurée par :

#### **A2MO - Agence de Bordeaux**

27, avenue Ile de France - 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

Tél. : 06 26 86 24 94 / Fax : 05 56 67 27 03

Représentée par Monsieur EVEN

#### 02.02-2. Maîtrise d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est confiée à une équipe constituée de :

#### Architecte mandataire : **Mireille DAGREOU – Architecte DPLG**

181, route de la Poste – 40110 ONESSE ET LAHARIE

Tél. : 05 58 07 31 96 / Fax : 05 58 04 36 19

#### Bureau d'Etudes Fluides : **MATH INGENIERIE**

219 – 221, Boulevard Albert 1<sup>er</sup> – 33130 BEGLES

Représenté par M. LOPEZ - Tél. : 05 59 53 16 98 / Fax : 05 59 50 08 39

#### Bureau d'Etudes Structures : **COBET**

Immeuble Alliance – 3, rue du Pont de l'Aveugle – 64600 ANGLET

Représenté par M.LAUDOUAR - Tél. : 05 59 54 37 50 / Fax : 05 59 54 31 72

#### Economiste / OPC : **EMMANUEL LESPESSAILLES**

183, route de la Poste – 40110 ONESSE-LAHARIE

Tél. : 05 58 07 30 56 / Fax : 05 58 07 35 76

#### 02.02-3. Contrôle technique :

L'ouvrage à réaliser est soumis au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction.

La société missionnée pour ces contrôles (**L+SEI+PI+PS+LE+Pha+Th+Hand compris attestation +HYSa**) est :

**SOCOTEC**

363, Avenue Georges Clémenceau - 40000 MONT DE MARSAN

Représenté par M. BERGERET CLARAC - Tél. : 05 58 05 46 90 / Fax : 05 58 05 46 96

**02.02-4. Coordination Sécurité - Santé :**

Le chantier est soumis par décret 94.1159 du 26 décembre 1994 aux dispositions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'organisme spécialisé, chargé de cette mission est :

**QUALICONSULT**

28 chem Sabalce - 64100 BAYONNE

Représenté par Mme CIRET - Tél. : 05 59 63 00 84 / Fax : 05 59 63 04 46

**02.02-5. Ordonnancement, coordination et pilotage de chantier**

Le pilotage a pour objet de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis du marché de travaux, les diverses mesures d'organisation élaborées dans le cadre de l'ordonnancement et la coordination.

Cette mission OPC est assurée par :

**EMMANUEL LESPESSAILLES**

183, route de la Poste – 40110 ONESSE-LAHARIE

Représenté par M. LESPESSAILLES - Tél. : 05 58 07 30 56 / Fax : 05 58 07 35 76

## **02.03 Décomposition en phases et en lots**

Les travaux seront exécutés en 1 seule phase. (Voir calendrier prévisionnel d'exécution joint au DCE).  
Le marché est divisé en 16 lots au sens de l'article 10 du Code des marchés publics.

Désignation des lots
00 – Dispositions Communes
01 – Démolition - Déconstruction
02 – Gros Œuvre
03 – Revêtement et Isolation des Façades
04 – Charpente Métallique – Couverture – Zinguerie - Serrurerie
05 – Etanchéité
06 – Menuiseries extérieures
07 – Menuiseries Intérieures
08 – Plâtrerie
09 – Faux Plafonds
10 – Carrelages
11 – Sols Souples
12 - Peinture
13 – Electricité – Courants Forts – Courants Faibles
14 – Chauffage - Ventilation – Désenfumage – Plomberie Sanitaire
15 – Ascenseur
16 – VRD - Espace Vert

## **02.04 Mode de dévolution**

Ces travaux seront traités par marchés séparés avec des entreprises isolées ou groupements d'entreprises pour un même lot.

Si plusieurs entreprises participent à l'exécution d'un même lot, elles seront obligatoirement conjointes et solidaires, aucune décomposition des travaux entre les entreprises n'étant admise à l'intérieur du marché qui leur est attribué (article 51 du CMP).

Enfin, le titulaire d'un lot ne pourra céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise, ni en faire apport à une société ou à un groupement, sans autorisation expresse du Maître d'ouvrage.

## **02.05 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'auront pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ils joindront toutefois une notice énumérant les origines, caractéristiques et qualités des matériels et matériaux pour lesquels le choix n'a pas été précisé, étant entendu que ces matériels et matériaux seront de toute manière, conformes aux besoins exprimés au CCTP. D'autre part, leurs propositions de variantes éventuelles, devront être accompagnées de la description précise des matériaux employés, de leur mise en œuvre, des spécifications techniques auxquelles elles seront soumises, et éventuellement des avis techniques qui les concernent.

## **02.06 Variantes**

Conformément à l'Article. 50 du CMP, les concurrents doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

Chaque candidat peut, en outre, présenter des propositions **supplémentaires** en variante, sous réserve de satisfaire aux dispositions énoncées à l'article 02.05 ci-dessus.

## **02.07 Options**

Les candidats doivent présenter des solutions techniques pour chacune des options du lot listées à l'annexe de l'acte d'engagement.

**Le chiffrage de ces options est obligatoire, faute de quoi l'offre sera jugée irrecevable.**

Les candidats peuvent proposer des options « libres » sous réserve d'avoir répondu rigoureusement au dossier de consultation.

## **02.08 Délai de réalisation**

Le(s) délai(s) d'exécution est (sont) fixé(s) dans l'Acte d'Engagement et ne peut (peuvent) en aucun cas être changé(s).

Les délais d'exécution précisés tiennent compte des difficultés liées au site et des interventions pendant les périodes estivales. (Accès, approvisionnements, stationnement, Etc....)

## **02.09 Modifications de détail au dossier de consultation**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **02.10 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé dans l'Acte d'Engagement ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **02.11 Propriété intellectuelle**

Conformément au CCAG, les propositions techniques et les variantes présentées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle.

## **02.12 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet, sauf stipulation particulière précisée au CCAP.

## **02.13 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Si l'entrepreneur propose dans son offre, ou dans ses présentations de variantes, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

*"L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après défini(s), mis en œuvre sur sa proposition :*

*pendant le délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.*

*Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) correspondant(s), prévu(s) à la solution de base mentionnée au CCTP :*

*Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises."*

## **02.14 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

- Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :
  - le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
  - les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.
- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).
  - Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.
  - L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment, quelle que soit la durée de leur intervention sur le site, de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

## **02.15 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

Les entreprises intervenantes sur l'opération seront responsables de la propreté des voiries publique et privée, situées à la sortie du chantier. Elles devront donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour conserver ces voiries en parfait état de propreté.

## **02.16 Visite du site**

L'entreprise est invitée à prendre connaissance des difficultés liées au site avant de remettre son offre, notamment en ce qui concerne les modes d'accès. **(Se référer à l'article 08 – Renseignements complémentaires)**

## **02.17 Financements et paiements.**

### 02.17-1. Financements.

- ◆ **Auto-financement**
- ◆ **Subventions**
- ◆ **Emprunts bancaires**

### 02.17-2. Modalités de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder 45 jours. (Voir CCAP)

## **ARTICLE 03. PRESENTATION DES OFFRES**

Par dérogation à l'article 41 du Code des Marchés Publics, le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est reprographié gratuitement, néanmoins, les frais d'expédition restent à la charge des entreprises.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

Chaque entreprise candidate pourra présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de mandataire ou de membre d'un ou plusieurs groupements, mais pas plus d'une offre en qualité de mandataire.

## **03.01 Documents fournis aux candidats :**

Le dossier de consultation est constitué par (voir liste jointe au DCE ainsi que la composition du dossier par lot) :

- le présent règlement de consultation ; [y compris fiche de référence à compléter + attestation de présence à faire signer lors de la visite](#)
- le cadre d'acte d'engagement à compléter ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le dossier des plans (plans architecte, BET Gros Œuvre, BET Fluides,...).
- les pièces suivantes destinées à la compréhension des travaux :
  - l'étude de sol
  - les diagnostics amiante
  - les rapports initiaux du bureau de contrôle,
  - le Plan Général de Coordination + annexes
  - le planning prévisionnel et le carnet de phasage
  - etc....
- les cadres de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire par lot ;

**(se reporter à la liste des pièces et plans à fournir aux entreprises transmise avec le dossier DCE)**

## **03.02 Disponibilité du dossier de consultation :**

### 03.02-1. Dossier de consultation

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres sont invitées à retirer le dossier de consultation chez le tireur de plans suivant :



COPY-PLAN – 7, rue Victor Hugo – 40000 MONT DE MARSAN - Tél. : 05 58 75 31 46 – Fax : 05 58 75 31 46  
e-mail : [copyplan-repro@orange.fr](mailto:copyplan-repro@orange.fr)

03.02-1. Téléchargement du dossier de consultation :


Les soumissionnaires ont la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et de répondre via la plateforme de dématérialisation mise à disposition depuis l'adresse <http://www.a2mo-gestion.fr/ges-candidat/>

### **03.03 Composition de l'offre à remettre par les candidats :**

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous pli cacheté contenant une enveloppe également cachetée. Il comprendra les pièces suivantes :





<b>Première partie : Pièces administratives Art. 43 à 45</b>	
--	--

contient les justifications quant aux qualités et capacités du candidat à savoir :	
--	--

	Formulaire <b>DC4</b> : lettre de candidature indiquant s'il se présente seul ou en groupement, accompagnée des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat, y compris en cas de groupement, la nature de ce dernier et les habilitations nécessaires pour représenter les co-traitants.
	<p>La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.</p> <p>Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre pas dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 (<i>Art. 43 : Les interdictions de soumissionner aux marchés et accords-cadres soumis au présent code s'appliquent conformément aux dispositions de l'article 88 de l'ordonnance du 6 juin 2005 susmentionnée et de l'article 29 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées</i>).</p>
	<p>Les documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 45 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Formulaire <b>DC5</b> permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (justificatifs prévus à l'article 45-1° du code des marchés publics) Pour justifier de ces capacités, le candidat peut également demander que soient prises en compte celles d'un ou de plusieurs sous-traitants ; pour cela, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants, et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.</li><li>➤ Les références professionnelles pour la réalisation de travaux similaires sur les 5 dernières années. Nature des travaux, leur montant, les délais...</li><li>➤ Un mémoire présentant les moyens humains et matériels de l'entreprise.</li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ La liste des références complétée, fournie en annexe du présent document (page 18) <b>Fourniture OBLIGATOIRE</b> Toute absence rendra l'offre incomplète et non-conforme</li></ul>

<b><u>Deuxième partie:</u></b> <b><u>(en 3 exemplaires) :</u></b>
--



➤ Un projet de marché comprenant	
	<p><b>Un acte d'engagement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s) ;</li> <li>➤ Le montant des <b>options</b> du lot est à reporter en annexe RAPPEL : <u>le chiffrage des options est obligatoire</u></li> </ul> <p>Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des <b>sous-traitants</b>, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).</p> <p>Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe, les éléments portés à l'article 114 du CMP et notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (Art.43 du CMP) ;</li> <li>➤ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant</li> </ul> <p>NB : Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder</p>
	<p>Les candidats préciseront à l'article 7 de l'acte d'engagement s'ils souhaitent renoncer au bénéfice de <b>l'avance forfaitaire</b> prévue à l'article 5-2 du CCAP,</p>
	<p>Le <b>Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)</b> dûment complété.</p> <p><b>NB</b> : Le seul bordereau de décomposition de prix qui sera pris en compte pour l'analyse des offres est celui fourni au DCE.</p> <p>Les offres dont la décomposition ne serait pas renseignée sur le bordereau DPGF fourni avec le DCE <b>ne seront pas prises en compte.</b></p>
➤ Des documents à renseigner ou signer	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le <b>planning prévisionnel et le phasage de travaux</b>, <u>validé et signé</u></li> <li>➤ La <b>fiche récapitulative</b> de l'organisation proposée pour le chantier, fournie en annexe du présent document</li> <li>➤ L'<b>Attestation de visite de site</b>, signée par le MOE ou le Maître d'Ouvrage, fournie en annexe du présent document</li> </ul>
➤ Des documents explicatifs	
	<p>Au projet de marché doit être joint, un mémoire technique (obligatoire) justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux pour lesquels il présente une offre, complété des documents explicatifs suivants des plans d'ensemble et de détail explicitant les offres sur les points indiqués au CCTP;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ des indications concernant la provenance des principales fournitures, et éventuellement, les références des fournisseurs correspondants ;</li> <li>➤ des explications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens qui seront utilisés ;</li> <li>➤ un programme d'exécution des ouvrages indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes étapes des travaux, dans le cadre du délai global imposé et conformément à la chronologie indiquée dans le planning joint au DCE;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ une <b>notice méthodologique</b> mettant en évidence la cohérence entre l'organisation de chantier proposée (fiche à remplir), les contraintes du projet et les références proposées à l'appui de la candidature.</li><li>➤ des indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés ;</li><li>➤ une note sommaire indiquant les principales mesures pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier, ainsi que son organisation (position des grues, stockage des agrégats, bureau de chantier, rampe d'accès, dépôts ...).</li><li>➤ une liste de sous-traitants que l'entreprise envisage de proposer à l'accord du Maître d'ouvrage après conclusion du marché.</li></ul>
--	--



**Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des entrepreneur(s). Les pièces particulières constitutives du marché le seront lors de la phase de mise au point du marché et constitueront l'exemplaire original**

### **03.04 Documents à fournir par le candidat retenu,**

Dans le cas où ces derniers ne les auraient pas joints à la remise d'offres.

La déclaration ou les certificats mentionnés à l'article 46 du Code des Marchés Publics (notamment les attestations délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que l'entreprise a satisfait à ses obligations fiscales et sociales), ainsi que les pièces mentionnées aux articles R324-4 ou R324-7 du code du travail, seront remis par le candidat retenu dans le délai de 7 jours à compter de la demande présentée par le pouvoir adjudicateur. (A noter que ces pièces sont à fournir tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.)

La déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (DC6) ou équivalent.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat retenu devra joindre également la déclaration ou les certificats mentionnés à l'article 46 du CMP.

Si le candidat ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

### **03.05 Documents à fournir par l'attributaire du marché**

Les attestations d'assurances visées au CCAP seront remises au Maître d'Ouvrage par l'attributaire dans les mêmes conditions que précisées au paragraphe 03.04 ci-dessus, et avant la notification du marché.

### **03.06 Variantes**

Les concurrents pourront présenter un dossier général « Variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante limitée qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base (acte d'engagement, état des prix forfaitaires, bordereau des prix unitaires, détail estimatif, décomposition des prix forfaitaires, sous-détails des prix unitaires, décomposition du prix global forfaitaire), ils indiqueront :

- Les adaptations à apporter éventuellement au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Les modifications du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et des pièces annexes, qui sont nécessaires pour leur mise en conformité aux variantes proposées.
- Les descriptions, spécifications et avis techniques énumérés au présent Règlement de Consultation, ainsi que toute fiche technique de matériel ou matériau et mémoire méthodologique permettant à la Maîtrise d'œuvre de juger la variante

## **ARTICLE 04. JUGEMENT DES CANDIDATURES**

En application de l'article 52 du code des marchés publics, les candidatures non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation seront éliminées.

Les critères de jugement des candidatures porteront sur les points suivants :

- Conformité administrative : candidat ayant fourni les déclarations et attestations, dûment remplies et signées.
  - Garanties et capacités professionnelles, techniques et financières : candidat dont les garanties par rapport aux prestations, objet de la consultation, sont suffisantes ; ces garanties sont appréciées en fonction des éléments suivants :
    1. chiffre d'affaire global au cours des 3 derniers exercices
    2. effectifs du candidat pour chacune des 3 dernières années
    3. matériel à disposition
    4. Qualification professionnelles
  - Références du candidat : prestations de nature identique à celle du marché réalisées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la durée, la date et le destinataire public ou privé. Notamment dans le cadre de construction de bâtiment "Bâtiment Basse Consommation"
- NB : l'absence de références relatives à l'exécution de marché de même nature ne peut justifier l'élimination d'un candidat. (Art. 52 du CMP)

A l'issue de l'analyse du contenu de la première enveloppe, ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 43, 44 et 44-1 du CMP.
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45 du CMP et fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence.
- Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes. Pour l'examen des garanties techniques, il sera tenu compte, le cas échéant, des carences constatées lors du déroulement des marchés que le candidat a pu réaliser pour le Maître d'Ouvrage au cours des 5 dernières années.

## ARTICLE 05. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres jugées inappropriées, irrégulières ou inacceptables au terme de l'article 35 du CMP seront éliminées.

- Offre inappropriée : réponse sans rapport avec le besoin du Pouvoir Adjudicateur, assimilable à une absence d'offre
- Offre irrégulière : réponse en rapport avec le besoin du Pouvoir Adjudicateur mais incomplète ou ne respectant pas les exigences du DCE
- Offre inacceptable : réponse en rapport avec le besoin du Pouvoir Adjudicateur mais qui ne respecte pas la législation ou les réglementations en vigueur / offre ne pouvant être financée par les crédits budgétaires alloués pour le marché par le Pouvoir Adjudicateur.

Les offres conformes seront analysées notées et classées au vu des critères suivants :

- **Critère n°1** (pondéré à **60%**) : **Qualité technique et méthodologique de l'offre** (appréciée au vu du mémoire technique de l'entreprise)
- **Critère n°2** (pondéré à **40%**) : **Prix des prestations**

L'offre économiquement la plus avantageuse, classée en première position, pourra se voir attribuer le marché sous réserve d'une part que l'appel d'offres soit déclaré fructueux et d'autre part que le candidat retenu remette dans les délais les documents visés à l'article 46 du CMP (cf imprimé **DC6** (mise à jour de novembre 2008) disponible sur <http://www.minefe.gouv.fr>).

### Système de notation des offres

**Pour le critère n°1 : Qualité technique de l'offre**

Jugée au vu du mémoire technique établi par l'entreprise explicitant notamment les choix du matériel, matériaux, composants ou prestations proposées avec les dispositions garantissant les qualités et la maîtrise des mises en œuvre, les moyens techniques, organisationnels et humains proposés pour l'exécution des prestations au regard des impératifs de l'opération en terme de délai, d'organisation et de sécurité...

**Les éléments attendus au mémoire technique sont les suivants :**

Elément 1 :	<b>Fiches techniques</b> des matériaux et produits mis en œuvre
Elément 2 :	<b>Matériels, engins et équipement</b> prévus pour le chantier et fiches techniques pour les plus importants
Elément 3 :	Liste des <b>fournisseurs</b> ou usines de fabrication envisagées
Elément 4 :	Liste des <b>sous-traitants</b> envisagés (avec capacité, références et qualifications)
Elément 5 :	Mode de <b>sélection et de gestion des sous-traitants</b> proposés
Elément 6 :	<b>Equipe</b> prévue sur le chantier et effectif moyen mensuel
Elément 7 :	<b>Encadrement de l'équipe</b> sur le chantier et organigramme des intervenants
Elément 8 :	<b>Gestion des interfaces</b> : avec autres corps d'état, BET internes / externes, gestion des plans et détails
Elément 9 :	<b>Installations de chantier</b> : moyens matériels prévus, organisation des circulations et contrôle d'accès, plan d'installation de chantier, localisation des zones de stockage, clôture de chantier
Elément 10 :	<b>Propreté, Sécurité et hygiène du chantier</b> : matériel et procédure envisagés à cet effet, présentation de la gestion des déchets (cantonement, nettoyage), maîtrise des nuisances sur l'environnement (bruit, poussière,...),
Elément 11 :	<b>Planning détaillé d'exécution</b> des prestations du lot (de la préparation au parfait achèvement) dans le respect du planning de référence du DCE, avec interface avec les autres lots, délais de fabrication et d'approvisionnement et délais d'études
Elément 12 :	<b>Schémas de principe et détails de mise en œuvre</b> des procédés et moyens d'exécution envisagés
Elément 13 :	<b>Suivi de l'ouvrage</b> : maintenance, Intervention dans le cadre du parfait achèvement et, pour les corps d'état concernés, formation des utilisateurs
Elément 14 :	<b>Organisation du groupement</b> (en cas de groupement) : répartition des prestations et des responsabilités (convention de groupement), rôle du mandataire solidaire
Elément 15 :	<b>Participation à la cellule de synthèse</b> pour les lots devant les plans d'exécution
Elément 16 :	<b>Visite sur site :/</b> - Participation à la réunion de visite : note de 5 points - Visite effectuée ( hors cadre de la visite ou visite libre avec récupération du récépissé de visite) : 2 points - Pas de visite : 0 point

Chacun de ces éléments sera évalué de la manière suivante : à l'exception de l'élément 16 qui sera noté selon les critères mentionnés en élément 16.

**Note Critère 1 sur 5 points :**

<input type="checkbox"/> N(C1) = 1	Nul (aucun élément remis)
<input type="checkbox"/> N(C1) = 2	Insuffisant (aucun élément pertinent ou spécifique remis)
<input type="checkbox"/> N(C1) = 3	Moyen (éléments pertinents mais peu spécifiques ou peu détaillés)
<input type="checkbox"/> N(C1) = 4	Satisfaisant (éléments pertinents, spécifiques, détaillés)
<input type="checkbox"/> bonus = +1	Très satisfaisant : proposition au-delà des exigences du DCE (par exemple au-delà des exigences des CCTP, de la Charte chantier à faible impact sur l'environnement...)

La note du mémoire technique est la moyenne des notes des éléments qui le composent (sachant chacun des éléments à la même valeur et que les éléments non remis car sans objet ne seront pas pris en compte)

Pour le critère n°2 : Prix des prestations

**Note Critère 2 sur 5 :**

La note Critère 2, comprise entre 0 et 5, sera calculée de la manière suivante :

$$N(C2) = 2,5 + (PR - PO) \times 10 / PR$$

Sachant que :

- PO = prix de l'offre
- PR = prix de référence = moyenne de MD et MO sachant que MD est le prix de l'offre moins disante (en dehors de celle anormalement basse et à l'exclusion des offres déclarées non conformes) et que MO est la moyenne des offres (en dehors de celles anormalement basses et à l'exclusion des offres déclarées non conformes)
- $N(C2) = 0$  si  $PO = +25\%PR$  ou plus
- $N(C2) = 5$  si  $PO = -25\% PR$  ou moins (sauf offre anormalement basse)

Nb : en cas de note ex-éco à 5 sur 5, la formule de calcul de prix ne sera pas limitée à 5 pour permettre la différenciation des offres et le classement.

**Montants pris en compte en cas d'erreurs de calcul :**

Dans le cas où les montants de l'acte d'engagement correspondent bien à ceux de la décomposition du prix global forfaitaire mais que des erreurs de multiplications, d'additions ou de reports y seraient constatées (ou dans le sous-détail d'un prix unitaire), la note prix sera calculée sur la base du montant non corrigé, le résultat de la correction sera cependant indiqué pour information dans le rapport d'analyse des offres. Si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier sa décomposition (ou son sous-détail) pour les mettre en harmonie avec le prix annoncé à l'acte d'engagement, en cas de refus, son offre sera éliminée car non cohérente.

**Note finale :**

**Note finale sur 10 calculée ainsi :  $N(F) = 60\% N(C1) + 40\%N(C2)$**

Les entreprises seront classées au vu de leurs offres (base ou variante acceptée) y compris options retenues.

Le candidat qui aura obtenu la note  $N(F)$  la plus élevée sera classé en première position et ainsi de suite. Indépendamment des notes et du classement des offres pour chaque lot, la Maîtrise d'œuvre tiendra compte de l'écart entre le prix des offres et l'estimation pour décider de proposer d'attribuer ou le déclarer le lot infructueux.

En application l'article 53-IV du Code des Marchés Publics, un droit de préférence est attribué, à équivalence d'offres, à l'offre présentée par une société coopérative ouvrière de production, par un

groupement de producteurs agricoles, par un artisan, une société coopérative d'artisans (SCOP) ou par une société coopérative d'artistes ou par des entreprises adaptées.

Par application des dispositions de l'article 59-II du Code marchés Publics et dans l'hypothèse où le candidat retenu ne fournit pas la déclaration ou les certificats mentionnés à l'article 46 du CMP dans un délai de sept jours calendaires à compter de la demande (courrier ou fax) du maître d'ouvrage, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'acte d'engagement prévaudront sur toute autre indication.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier sa décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire de l'acte d'engagement ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Enfin, des précisions pourront être demandées au candidat, soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit donc être précisée (Art.59), soit lorsque l'offre paraît anormalement basse (Art.55) ou encore dans le cas de discordance entre le résultat de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

## ARTICLE 06. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

### 06.01 Offre « papier »

Les dossiers des candidats seront transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date d'envoi et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité.

L'offre, **en trois exemplaires** sous double enveloppe, transmise sous pli cacheté portant l'adresse et mentions suivantes :

➤ **Sur l'enveloppe extérieure :**

<b>AFBTP des Landes</b>	
CFA Bâtiment 5 - rue du 19 Mars 1962	
40 100 Morcenx	
<b>A l'attention de Monsieur le Président</b>	
<b>Procédure :</b>	Procédure Appel d'Offres Ouvert
<b>Entreprise :</b>	(nom de l'entreprise)
<b>Offre pour :</b>	<b>La construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du Centre de Formation des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes</b>
<b>Lot N°.....</b>	(intitulé du lot)
<b>« NE PAS OUVRIR avant la séance d'ouverture des plis »</b>	

➤ **Sur l'enveloppe intérieure :**



<b>Entreprise :</b>	(nom de l'entreprise)
<b>Offre pour :</b>	<b>La construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du Centre de Formation des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes</b>
<b>Lot N° .....</b>	(intitulé du lot)

**ENVELOPPE INTERIEURE**

L'offre devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou tout autre mode de d'acheminement express ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus :

- **Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. (Art.58-I)**
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.
- En application de l'article 57-V du Code des marchés Publics, « les dossiers des candidats sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception et de garantir la confidentialité ».

Une fois déposée, aucune offre ne peut être retirée ou modifiée, mais le candidat peut, suivant la même procédure, faire un additif à son offre avant la date limite de réception des offres.

**Nota :** Il est rappelé que le cachet de la poste ne fait pas foi.

Pour remplacer la signature du responsable de l'entreprise qui engage sa société et signe son offre, le décret relatif à la dématérialisation demande aux entreprises de signer les enveloppes contenant les fichiers par un certificat électronique.

- Le certificat électronique est l'outil qui permet de générer une signature électronique par un logiciel de signature présent sur la plate-forme Internet.
- Pour obtenir un certificat, chaque candidat doit faire la démarche d'obtention auprès d'un des prestataires « autorité de certification » référencée par le MINEFI.

## **06.02 Date limite de dépôt de l'offre**

Il est rappelé que la date limite de dépôt de l'offre est unique (**voir sur la page de garde du présent RC**),

## **ARTICLE 07. NOTIFICATION DES MARCHES**

Les candidats seront avisés, dans la limite de validité des offres de la suite donnée à leur proposition (cf. art. 80 du CMP).

Le candidat retenu recevra pour notification, une copie certifiée conforme à l'acte d'engagement signée du pouvoir adjudicateur, par envoi postal recommandé (cf. art. 81 et 82 du CMP). Les dispositions du présent marché s'appliqueront au titulaire à partir de la notification.



## ARTICLE 08. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 9 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

- L'équipe de maîtrise d'œuvre dont les coordonnées sont données au 02.02-2, page 4.

OU

- L'Assistant du Maître d'Ouvrage dont les coordonnées sont données au 02.02-1, page 4.

Une réponse écrite sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

**Une visite accompagnée du site est recommandée (voir article 5). L'attestation de visite du site annexée au présent Règlement de la Consultation et complétée par le maître d'ouvrage devra être remise dans l'offre.**

Les candidats désirant se rendre sur le site, devront s'adresser, muni de l'attestation de visite de site jointe en annexe du présent règlement de consultation à :

**AFBTP des Landes  
CFA Bâtiment- 5 rue du 19 Mars 1962  
40 100 Morcenx**

**Représenté par son Directeur Monsieur LANDRIEUX**

**NOTA : il ne sera délivré aucune attestation de visite en dehors de ces visites accompagnées.**

## ANNEXES

### Sélection de références pertinentes par rapport au projet

Entreprise :		LOT :					
		Statut pour ce lot : <small>(rayer les mentions inutiles)</small>		Madataire	Co-traitant	Sous-traitant	
<b>Références récentes représentatives présentées à l'appui de l'offre</b> <small>(Classées par date de livraison)</small>							
Date de livraison du chantier	Intitulé de l'opération	Maitre d'ouvrage	Département du lieu d'exécution	Architecte de l'opération	BET du lot ou Economiste	Marché en € HT	Durée du chantier en mois
1		Contact : Tel :		Contact : Tel :	Contact : Tel :		
2		Contact : Tel :		Contact : Tel :	Contact : Tel :		
3		Contact : Tel :		Contact : Tel :	Contact : Tel :		
4		Contact : Tel :		Contact : Tel :	Contact : Tel :		
5		Contact : Tel :		Contact : Tel :	Contact : Tel :		
6		Contact : Tel :		Contact : Tel :	Contact : Tel :		
7		Contact : Tel :		Contact : Tel :	Contact : Tel :		

Organisation proposée pour le chantier **de Construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du Centre de Formation des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes**

<b>Entreprise :</b>
cachet & signature

<b>LOT :</b>			
<b>Statut pour ce lot :</b> <small>(rayer les mentions inutiles)</small>	Madataire	Co-traitant	Sous-traitant

**ORGANISATION DE CHANTIER PROPOSEE POUR RESPECTER LE PLANNING PREVISIONNEL**

Encadrement proposé

Nom	Fonction dans l'entreprise

Effectifs envisagés par type de prestations

Spécialité	Effectifs	Matériels / engins	Moyens particuliers mis en œuvre
	Salariés de l'entreprise		
	Personnels intérimaires		
	Sous-traitants éventuels		
	Salariés de l'entreprise		
	Personnels intérimaires		
	Sous-traitants éventuels		
	Salariés de l'entreprise		
	Personnels intérimaires		
	Sous-traitants éventuels		
	Salariés de l'entreprise		
	Personnels intérimaires		
	Sous-traitants éventuels		
	Salariés de l'entreprise		
	Personnels intérimaires		
	Sous-traitants éventuels		

## **Attestation de visite de site**

Attestation à compléter et à remettre avec l'offre

ATTESTATION DE VISITE DE SITE
----------------------------------

Objet : **Construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du  
Centre de Formation des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes**

**Je soussigné, Madame ou Monsieur**

.....

**Représentant l'équipe de MOE / Maître d'Ouvrage, atteste que Madame / Monsieur**

.....

**représentant l'entreprise :**

**Nom :** .....

**Adresse :** .....

.....

**A visité le :**

Le représentant de l'AFPBTP

Le représentant de l'entreprise

(Nom, Prénom, Fonction)